L'ABEILLE DE LA N.ORLEANS

Journal fondé en 1827

Succursale 72 rue de Chartres

"O QUELLE ORLEANS"

MARDI MATIN, 24 DECEMBRE.

FEUILLETON

A la Troisième Page

Corps Législatif.

Séance du 2 Décembre.

INTERPELLATION SUR L'EXPÉDITION DE ROME.

M. le président Schneider. — L'ordre du jour appelle la discussion sur la question de Rome. Suivant une résolution antérieure de la chambre, la discussion portera à la fois sur les deux interpellations de la gauche et de la droite.

La parole est à M. Jules Favre.

M. Rouher, ministre d'Etat, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, des Cultes et de l'Instruction publique, Vice-président du Conseil d'Etat, le général Allard et de Lavenay, conseillers d'Etat, le général Ambert, président de section au conseil d'Etat, siégent au banc des commissaires du gouvernement.

M. Jules Favre. — Messieurs, la détermination prise par l'empereur de renvoyer à Rome l'armée qui n'y avait entré, il y a dix-neuf ans, en Europe, une émotion trop profonde pour que notre premier souci ne fût pas d'exprimer notre opinion sur ce fait considérable et d'en sonder le fond de la situation qu'on lui impose.

Aussi, bien s'est étonné que des demandes d'interpellation soient parties de divers côtés de la Chambre, les une entièrement d'accord, d'autres qui n'a pas fait assez, mais tous s'entendant dans un seul sentiment d'inquiétude commune, en présence d'un avenir incertain et inexplicable.

Je viens défendre l'opinion de ceux qui blâment la seconde expédition.

Elle nous a placés dans ce dilemme fatal : abandon de l'Italie et de la papauté à elles-mêmes, ou maintien effacé du pouvoir temporel du pape, non plus par des demi-mesures, plus expédients et des actes contradictoires, mais par une politique virile et digne de la France. C'est là des conclusions auxquelles il est impossible de ne pas aboutir.

Il est temps d'abandonner les voies de l'indécision et de l'équivoque. Il faut savoir où l'on va et le dire nettement. (Oui ! oui !)

Eh bien, dans mon sentiment, la seconde expédition de Rome ne peut recevoir notre approbation, par les quatre raisons que voici :

Parce qu'elle est contraire aux principes du droit,

Parce qu'elle compromet les intérêts de la France,

Parce qu'elle est funeste à la cause même qu'elle veut servir,

Parce qu'elle nous place dans une série de complications et d'embarras dont nous ne pouvons sortir que par la honte et par la prostration de toutes nos énergies.

Votre cadre est trop restreint, il me faut chercher à développer ces quatre points ; mais je serai bref, et je ne fatiguerai pas longtemps votre attention